LE PRIX COURANT

REVUE HEBDOMADAIRE

tu Commerce, de la Finance, de l'Industrie
de la Propriété foncière et des Assurances.

Bureau: No. 32, rue Saint-Gabriel, Montréal

ABONNEMENTS:

Montréal, un an..... \$2.00

Canada et Etats-Unis..... 1.50

France..... fr. 12.50

Publié par

LA SOCIÉTÉ DE PUBLICATION COMMERCIALE,

J. MONIER, Directeur.

Téléphone Bell No 2602.

Téléphone Federal No. 708.

MONTREAL, 5 SEPT. 1890

LETTRE DE CHANGE

L'acte adopté à la dernière session, concernant les Lettres de Change et Billets à ordre est en vigueur depuis le 1er septembre: Voici les changements les plus importants qui sont faits à la législation antérieure.

10. Une lettre de change payable à une personne et ne contenant aucune prohibition expresse de transport est négociable par endossement comme si elle était faite à ordre.

20. Lorsqu'une lettre de change porte le nom d'un tiré au besoin, le porteur n'est pas tenu de faire la présentation au tiré au besoin.

30. Une lettre de change fautive sur lequel l'endossement est faux ou un billet à ordre, dans les mêmes conditions, payé par le tiré sur les fonds du faiseur ou du prometteur, libère le tiré ou la banque vis à vis du faiseur ou du prometteur, à moins que ce dernier donne avis de la falsification dans un délai d'un an.

40. Une lettre de change non acceptée dans les deux jours de sa présentation peut être protestée pour non acceptation.

50. Lorsqu'une lettre de change ou un billet sont marqués payable à un endroit déterminé, la présentation pour paiement doit être faite à cet endroit, sous peine de perdre tout recours contre le faiseur ou l'endosseur.

60. Lorsque c'est autorisé par l'usage, la présentation pour acceptation par la poste est suffisante.

70. Une acceptation pour l'honneur ne peut être offerte après protêt pour non paiement, mais seulement après protêt pour non acceptation ou pour plus de garantie et avant maturité.

80. Un acceptateur pour l'honneur a droit à un avis de protêt pour non paiement.

90. Un acceptateur pour l'honneur ou après protêt n'est pas tenu de notifier le tireur.

100. Un tireur ou un endosseur recevant un avis d'une acceptation conditionnelle sont tenus d'aviser le porteur, dans un délai raisonnable, de leur refus de telle acceptation, s'ils ne veulent pas être tenus pour y avoir consenti.

110. Toute personne signant un billet ou une lettre de change autrement que comme faiseur ou endosseur, par exemple comme caution ou donneur d'aval, a droit à un avis du protêt.

120. Un billet à demande doit être protesté dans un délai raisonnable.

130. Un billet signé du sceau d'une corporation est négociable.

140. Il n'est pas nécessaire que le notaire qui fait le protêt, écrive sur "l'effet protesté." *Protêté ou noté pour non acceptation ou pour non paiement.*

150. L'avis au protêt doit être donné le jour juridique suivant le dernier jour de grâce; et non pas dans les trois jours qui suivent comme auparavant. L'avis du protêt peut être mis à la poste à n'importe quel bureau de poste, dans le délai fixé.

160. La présentation pour paiement peut être faite à toute heure d'affaires, le dernier jour de grâce. Mais le protêt (ou la note) doit être fait après trois heures dans l'après-midi.

170. La note est une procédure préliminaire au protêt.

180. D'après notre code, les mots "pour valeur reçue" suffisaient pour établir la présomption que valeur a été donnée; maintenant il y aura toujours présomption que le billet a été donné pour valeur.

190. D'après notre code, le porteur d'un billet qui l'a acquis après échéance, le prend sujet à toute compensation que le faiseur peut réclamer contre le premier endosseur; la nouvelle loi libère le porteur de toute éventualité de ce genre et lui donne un titre aussi clair que s'il eût acquis avant l'échéance.

LA GRÈVE DU N. Y. CENTRAL

Il y a près d'un mois les autorités de la Compagnie de chemin de fer New York Central congédiaient dans une de leurs gares, une cinquantaine d'employés appartenant à l'Ordre des Chevaliers du Travail. En faisant ces renvois, les autorités de la compagnie ne donnaient aucune autre raison que leur bon plaisir, mais on avait remarqué que l'on avait d'abord obtenu des employés en question l'aveu qu'ils étaient Chevaliers du travail et l'on en a conclu que c'était là le véritable motif de leur renvoi.

L'Ordre s'émut, ses assemblées locales se réunirent, et l'assemblée de district, organisation supérieure à laquelle il fut fait appel, ordonna la grève. M. T. V. Powderly, le grand maître de l'Ordre, vint ensuite prendre la direction des affaires.

M. Powderly, il faut lui rendre cette justice, a essayé tous les moyens possibles pour arriver à un prompt arrangement de la difficulté; il s'est rendu auprès de la direction de la Compagnie et a offert de faire cesser immédiatement la grève si la Compagnie voulait soumettre le différend à un arbitrage, ou seulement faire une enquête pour s'assurer s'il y avait contre les destinés d'autres raisons de destitution que leur affiliation aux Chevaliers du travail.

La Compagnie refusa toute proposition. Elle réclama le droit absolu de choisir ses employés et de les renvoyer à volonté sans avoir à en rendre compte à personne. La discrétion la plus absolue sur ce point lui est absolument nécessaire en raison de l'immense responsabilité qui pèse sur elle vis-à-vis du public, et vu que l'erreur ou la négligence d'un seul employé incompetent ou de conduite irrégulière, peut coûter la vie à des centaines de personnes et causer des

pertes de millions de piastres. Elle a conséquemment, refusé d'admettre aucune intervention de la part des Chevaliers du travail qui n'ont absolument rien à voir dans les relations entre elle et ses employés. Elle a aussi refusé l'intervention de l'arbitre de l'état, donnant pour raison qu'il n'existait aucun différend entre elle et aucun de ses employés et que tout le trouble provenait d'ex-employés renvoyés qui n'avaient jamais demandé à être repris à son emploi.

La position des deux partis était donc bien tranchée. Les Chevaliers du travail se sont mis en grève parce qu'on a renvoyé cinquante des leurs sans cause: la compagnie réclame le droit de prendre et de renvoyer ses employés à sa discrétion sans avoir à en rendre compte à personne.

La grève dure donc depuis ce temps-là, mais quoiqu'elle ait réussi d'abord à désorganiser le service de la Compagnie pendant quelques jours, cette dernière a fini par réorganiser son personnel et son service fonctionne maintenant à peu près régulièrement. M. Powderly, voyant que les forces dont il dispose ne sont pas suffisantes, a cherché à intéresser à sa cause une puissante organisation qui porte le nom "d'Ordre Uni des employés de chemins de fer," et qui est une fédération de quatre unions: l'Union des machinistes, l'Union des conducteurs et serre-freins, l'Union des hommes d'équipe et l'Union des aiguilleurs.

A son pressant appel, les officiers de la fédération ont prêté leur concours moral aux propositions qu'il a faites à la direction du chemin de fer; puis, sur le refus d'arbitrage et d'enquête de la part de cette dernière, M. Powderly a demandé à la fédération de déclarer, elle aussi, une grève de ses membres. Le Conseil suprême s'est assemblé à Terre Haute, Ill., et après trois jours de discussion très animée, il a refusé d'ordonner une grève, tout en exprimant sa plus complète sympathie avec les Chevaliers du travail.

Ainsi M. Powderly réduit à ses propres forces, a vu s'évanouir le dernier espoir de vaincre qui lui restait, et tout va probablement rentrer dans l'ordre d'ici à quelques jours.

C'est la seconde fois que l'organisation des Chevaliers du travail entreprend une lutte contre ces puissantes compagnies de chemins de fer dont les immenses privilèges, les richesses énormes et le despotisme absolu contrastent si vivement avec les institutions démocratiques des Etats Unis. Et à chaque fois les compagnies ont vaincu.

Dans cette lutte entre le capital coalisé et le travail organisé, les deux parties souffrent des pertes énormes; la suspension du trafic sur New-York Central a dû faire perdre plusieurs millions de piastres à la compagnie; les grévistes, de leur côté, ont dû perdre, en salaires, une somme considérable; mais le public, désintéressé d'un côté comme de l'autre, innocent de toute faute, a perdu encore davantage. C'est ainsi que souvent les innocents paient les frais des batailles que se livrent les puissances ennemies.

Et il ne faut pas se faire d'illusion, la lutte n'est pas terminée;

elle se continuera tant que le capital ne reconnaîtra pas au travail le droit de s'organiser et aux organisations ouvrières le droit d'intervenir en faveur de leurs membres.

C'est une des évolutions de la société moderne à laquelle il faudra tôt ou tard nous soumettre, car il ne manque aux ouvriers qu'une chose pour assurer le succès de cette évolution, c'est l'union et la solidarité entre eux, et ils marchent à grands pas vers cette union et cette solidarité.

Naturellement, le nouvel état de choses apportera des modifications dans l'organisation de l'industrie; elle aura pour effet de diminuer l'initiative du capital, de limiter l'expansion de l'industrie en cherchant à niveler les salaires; d'imposer à l'industrie la nécessité de remplacer autant que possible le travail des machines au travail de l'homme. L'ouvrier en sera-t-il plus heureux? Nul ne le sait. Faut-il s'en réjouir ou le regretter? Grave problème dont l'avenir seul pourra donner la solution.

BRIQUES EN FONTE

Dans les quartiers excentriques de Paris, où, sur des terrains vagues qui attendent le moment d'être vendus en lots à bâtir, vient se réfugier la population peu fortunée des chiffonniers, des balayeurs, des ramoneurs etc., on a vu des squatters industriels se construire des cabanes luxueuses avec des boîtes vides de sardines, ramassées parmi les ordures et soigneusement collectionnées. Ces boîtes remplies de mortier, forment des murs solides et imperméable à l'air et à la pluie et donnent aux maisons (?) où on les emploient un confort et une élégance qui contraste avec les cabanes de bois dont elles sont le plus souvent entourées.

Un ouvrier allemand a probablement pris là l'idée des briques en fonte qu'il a inventées et pour lesquelles il a pris un brevet. Ses briques sont creuses et ne pèsent pas plus qu'une brique de glaise ordinaire dont elles ont la forme et le volume. Les faces supérieure et inférieure sont pourvues de rainures et de rebords, d'une ouverture sur une face et d'une saillie crochue sur l'autre, afin que les briques puissent s'emboîter les unes sur les autres et s'accrocher solidement les unes aux autres.

N'importe qui peut se construire un mur avec ces briques qui n'ont pas besoin de mortier; le mur construit, on lui donne plusieurs couches de peinture pour boucher les fentes, et pour empêcher la rouille d'attaquer la brique; le mur étant ainsi imperméable à l'air extérieur, donne une maison fraîche en été et chaude en hiver, l'air contenu dans les briques isolant l'intérieur de l'extérieur et empêchant le passage du calorique.

Est-on mécontent de son voisinage? Rien de plus facile que de démolir sa maison et de la transporter ailleurs. Pas de mortier à enlever, pas de perte de matériaux. C'est la maison portative rêvée par Diogène, qui logeait dans un tonneau parce qu'il était plus libre le transporter son domicile où il lui plaisait.

Les Compagnies d'Assurance contre l'incendie devront, évidemment, faire un taux spécial pour ce genre de bâtisses qui sera aussi